

ALORS QUE LES DOCKERS MENACENT D'UNE DÉMONSTRATION DE FORCE

Les communaux du CNSC reportent leur grève

L'annonce faite par les pouvoirs publics de la signature du décret portant statut particulier des collectivités territoriales ainsi que de celui relatif au régime indemnitaire a contraint le Conseil national du secteur des communes (CNSC), affilié au Snapap, à surseoir à son appel à la grève. L'annonce a été faite, hier, dans un communiqué rendu public et transmis à notre rédaction.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La décision de «report» de la grève a été prise vendredi dernier à l'issue du Conseil national des communes affilié au Snapap. A cette réunion, étaient inscrits à l'ordre du jour l'évaluation de la grève de huit jours «entamée depuis le 19 septembre 2011 et les perspectives à donner à ce mouvement».

D'ailleurs, le CNSC, selon le document «s'est félicité de la réussite de la grève à l'échelle nationale et salue l'extraordinaire mobilisation des travailleurs communaux qui a fait réagir les pouvoirs publics via notamment les médias lourds (radio et télévision nationales). Pour le CNSC, «les travailleurs ont, une

fois encore et ce malgré toutes les formes de pression et d'intimidation, démontré leur inébranlable détermination à faire aboutir leurs revendications, en répondant massivement au mot d'ordre de grève dans l'ensemble des wilayas du pays».

Le «CNSC prend acte de la réaction des pouvoirs publics concernant la signature des décrets portant statut particulier et régime indemnitaire, et en attendant de voir leurs publications officielles, le CNSC décide de reporter à une date ultérieure le rassemblement prévu le 26 septembre 2011 à Alger», lit-on dans le même communiqué. Le CNSC a saisi l'opportunité pour rappeler à l'opinion publique les

revendications autour desquelles s'articulent ses actions. Il s'agit «du respect des libertés syndicales et du droit à la grève, la réintégration de tous les syndicalistes licenciés arbitrairement, l'augmentation des salaires en harmonie avec le coût de la vie, la promulgation du statut particulier des travailleurs communaux et du régime indemnitaire, l'intégration de tous les vacataires et contractuels et ceux exerçant dans le cadre du filet social et du pré-emploi, la révision des statuts particuliers des corps communs, des OP, des conducteurs et gardiens, l'abrogation de l'article 87 bis et le maintien du régime de départ à la retraite sans condition d'âge».

Cela dit, alors que les communaux du CNSC ont décidé de reporter leur mouvement de protestation, les dockers de la Fédération des travailleurs des ports, affiliée à l'UGTA, sont montés au créneau et menacent d'une prochaine démonstration de force. Hier, à l'issue d'une



Photo : Djallel B.

Les communaux déterminés à faire aboutir leurs revendications.

entrevue avec le secrétaire général de l'UGTA, les représentants syndicaux des travailleurs des ports ont fait état de la préoccupation des 16 000 dockers et ont annoncé «leur décision d'aller vers une démonstration de force». «La balle est dans le

camp du département du Travail. Au ministre de tutelle d'assumer les conséquences d'un débrayage», a commenté un cadre syndical de la Fédération des travailleurs des ports.

A. B.

PROGRAMME NATIONAL DES ÉNERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES

L'Algérie fabriquera son premier panneau photovoltaïque avant la fin de l'année

Le premier panneau photovoltaïque de production nationale sera fin prêt en décembre prochain. C'est ce qu'a affirmé Fatiha Bouhired, chercheuse au Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), hier, à Alger.

«Il sera fabriqué par l'usine Edilec de Dar El Beïda, à Alger», précisera-t-elle.

Quant à l'usine de Rouiba, destinée à la fabrication des équipements solaires et qui enregistre un «énorme» retard dans sa mise en marche, elle dira : «Sonelgaz avance la date de fin 2014 pour la fabrication du premier panneau photovoltaïque de cette usine.»

M^{me} Bouhired ajoute, toutefois, que le rendement en énergie des panneaux de l'usine de Rouiba sera compris entre 16 et 17% et celui de l'usine d'Edilec atteindra les 20%.

S'agissant des chauffe-eau solaires, elle soulignera que l'Etat va aider les utilisateurs avec une subvention de 47%. «Le programme prévoit la réalisation de 10 000 chauffe-eau solaires collectifs.

L'intervenante a, par ailleurs, rappelé que le programme national des énergies nouvelles et renouvelables a été lancé pour des objectifs environnementaux et socio-économiques.

Il prévoit également «l'intégration de 40% d'électricité solaire dans le potentiel énergétique national à l'horizon 2030 ainsi que l'exportation de 10 000 mégawatts», a-t-elle encore expliqué.

Rym N.

MENACÉS D'EXPULSION DE LEURS LOGEMENTS DE FONCTION

Les retraités de l'éducation lancent un cri de détresse

Des retraités du secteur de l'éducation nationale risquent de se retrouver du jour au lendemain à la rue. Après de longues années passées au service de l'éducation nationale, ces retraités ne sont pas sûrs de finir leurs vieux jours au chaud.

Poursuivis en justice par les inspections académiques de leur wilaya de résidence, ils sont aujourd'hui sous la menace d'expulsion des logements de fonction qu'ils occupent encore, faute d'un toit décent. Dans une lettre adressée au SG du

Syndicat national des retraités de l'éducation (UGTA), dont *Le Soir d'Algérie* a obtenu une copie, ils qualifient la situation actuelle de «grave» et demandent «une intervention urgente des autorités politiques pour qu'une solution soit trouvée à l'ensemble des retraités

de l'éducation occupant des logements de fonction».

Organisés au sein de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR), ces anciens directeurs, intendants et agents de service des établissements scolaires exigent, dans une motion votée par l'ensemble des retraités du secteur, «l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires contre les fonctionnaires retraités occupant des logements initialement de fonc-

tion». Le cri de détresse lancé à travers la lettre rendue publique se veut comme une dernière chance «pour le règlement de cette affaire».

«La cessibilité a été appliquée pour les autres secteurs, comme l'enseignement supérieur où le personnel enseignant a pu acquérir des logements de fonction. Mais pas pour nous», a indiqué un membre du syndicat.

A. B.

SECTEUR AGRICOLE

Le Snapap appelle à une grève nationale

Le Conseil national du secteur agricole affilié au Syndicat national autonome de l'administration publique (Snapap) appelle à une grève nationale des travailleurs du secteur.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - D'une durée de quatre jours à partir du 2 octobre prochain, le mouvement de protestation coïncidera avec la journée nationale de vulgarisation, «journée de lancement de la campagne labours-semilles», indique-t-on dans un communiqué rendu public. Les grévistes revendiquent «l'harmonisation du régi-

me indemnitaire en cohérence avec celui pratiqué à certains corps du même secteur». Ils exigent également la révision du statut particulier, l'intégration des contractuels ainsi que la régularisation des ingénieurs «se trouvant en situation irrégulière».

Autre revendication : mettre un terme à la «discrimination» en matière de formation, promotion et recrutement.

Pour rappel, une première grève de trois jours a été observée du 12 au 14 septembre derniers. Pour le Snapap, le mouvement de protestation a enregistré un taux «satisfaisant» de 95%, jus-

qu'à 100% dans certaines wilayas. Toutefois, il dénonce les «manœuvres et répressions» exercées, durant cette grève, sur les sections syndicales et leurs adhérents.

Dans le même communiqué, le Conseil national du secteur agricole souligne les pratiques «non réglementaires» des responsables de l'administration centrale du ministère de l'Agriculture et du Développement rural qui «ont refusé d'afficher l'avis relatif à l'assemblée générale pour renouveler les membres du bureau de la section syndicale».

R. N.